

LA DÉRÉGLEMENTATION

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, il y a quelques jours, le ministre des Transports conservateur du Manitoba a déclaré que la déréglementation avait mis l'industrie aérienne sens dessus dessous. Après avoir été partisan de la déréglementation pendant des années, il a enfin fait le rapprochement. Cette prise de conscience n'a pas empêché un de ses collègues d'annoncer le même jour des mesures visant à déréglementer l'industrie du téléphone. Nous ne voudrions pas faire trop de rapprochements le même jour.

Le rapprochement le plus important que les Canadiens doivent faire en ce qui concerne la déréglementation, c'est qu'il existe un lien historique entre ce phénomène et le Parti libéral du Canada.

En effet, la déréglementation a débuté du temps des libéraux, sous le ministre des Transports d'alors, aujourd'hui député de Winnipeg-Sud-Centre. J'attire l'attention des Canadiens sur le hansard du 6 avril 1984 où l'on trouve le compte rendu d'un débat entre le ministre des Transports d'alors et l'actuel ministre des Finances au sujet de la paternité de la déréglementation.

Qui revendiquait le titre de champion de la déréglementation devant le Comité des transports le 10 avril 1984? Le député de Winnipeg-Sud-Centre se défendait en disant qu'il avait en sa possession 400 lettres réclamant une déréglementation à l'américaine. Je parie qu'il en avait autant qui allaient dans le sens contraire, mais il a préféré procéder à déréglementation, et nous nous trouvons aujourd'hui dans le borbier, avec les faillites de lignes aériennes qui, selon lui, ne se produiraient jamais.

Tel le libre-échange, la privatisation et une foule d'autres politiques destructrices, la déréglementation remonte à l'époque où les libéraux ont opté pour le programme des grandes entreprises. Seul le NPD permet de se détourner de ce programme.

* * *

LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le président, les Canadiens de la circonscription de Elk Island et de nombreuses autres parties du pays se disent inquiets face à l'importance de la criminalité parmi les jeunes. Les électeurs sont mécontents et frustrés de constater l'inefficacité de la Loi sur les jeunes délinquants.

Les électeurs de ma circonscription demandent que le Parlement renforce la Loi sur les jeunes délinquants,

Article 31 du Règlement

mieux qu'il la remplace par une loi qui rendrait les jeunes criminels responsables de leurs actes.

Selon, Robert Romanchuk, assureur à Bruderheim:

La Loi sur les jeunes délinquants est une plaisanterie. Il s'est produit un cas où un jeune délinquant qui avait volé une voiture avait gravé sur le capot «Young Offenders Act—Ha, ha.

Rick et Laura Rumohr, de Fort Saskatchewan, ont écrit ceci:

Nous vivons dans la peur et ce n'est pas normal. Les personnes qui commettent un crime devraient être punies et les peines devraient être plus sévères.

Doug et Marie Bodeux, de Beaumont, proposent que l'on crée des camps de travail. James Brandick, de Sherwood, souhaite que les noms des jeunes délinquants soient rendus publics. De nombreuses personnes suggèrent que les parents soient tenus responsables des crimes commis par leurs enfants.

Cherchons ensemble à renforcer ou à remplacer la Loi sur les jeunes délinquants. Cherchons à faire de nos collectivités un milieu plus sûr et du Canada un meilleur pays.

* * *

CORNWALL, EN ONTARIO

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le président, le 6 novembre, l'usine de fibres Courtaulds de Cornwall a annoncé qu'elle fermerait ses portes à la fin du mois, ce qui éliminera 360 emplois.

Depuis juin 1989, 20 usines de fabrication ont cessé leur exploitation à Cornwall. Plus de 2 500 emplois ont été perdus, et le taux de chômage dans cette ville est supérieur à 20 p. 100. Plus de la moitié des personnes qui avaient droit à l'assurance-chômage ont épuisé leurs prestations. Cornwall est la troisième ville de l'Ontario qui compte le pourcentage le plus élevé d'assistés sociaux. Trente-sept pour cent de la population, 17 638 personnes au total—hommes, femmes et enfants—dépendent de l'aide sociale.

Cela fait deux ans que je demande au gouvernement de mettre en place un programme de développement économique pour l'est de l'Ontario. Or, bien que la récession continue de faire des victimes et que le taux de chômage continue de grimper, le gouvernement n'a rien fait pour stimuler l'économie locale.

Il est temps que le gouvernement fasse quelque chose et mette immédiatement en place un programme de développement économique pour venir en aide aux gens de Cornwall et de l'est de l'Ontario.